

Le macronisme existe-t-il ?



Alors que les élections européennes approchent, la plupart des partis politiques français sont empêtrés dans différents scandales. Emplois présumés fictifs (La France Insoumise, Rassemblement National), attachés parlementaires rémunérés sur fonds spécifiques (Rassemblement National, Les Républicains), corruption (Les Républicains) ne sont que des affaires parmi tant d'autres. De même, le parti présidentiel n'est pas non plus épargné. Avec l'affaire Benalla qui a défrayé la chronique durant l'été 2018, La République En Marche, et par voie de conséquence Emmanuel Macron, a dû faire face à de nombreuses critiques. Cette remise en question du macronisme, qu'il est bon ton de considérer comme la première véritable crise de la présidence Macron, montre les limites de ce mouvement, ces dernières semblant jusqu'alors, sinon invisibles, du moins faibles.

Ainsi nous pouvons nous demander quelles sont ces limites du mouvement En Marche, ces défauts si souvent évoqués? Quel futur pour ce nouveau mouvement? Le « macronisme » est-il entraîné de se perdre lui-même?

Le journal Le Monde a de ce fait publié plusieurs articles à ce sujet. Il s'agira ici d'une interview de Luc Rouban, politologue et directeur de recherches au Centre National de la Recherche Scientifique et au Cevipof-Sciences Po, ainsi qu'une tribune de Gilles Finchelstein, directeur général de la Fondation Jean-Jaurès. Force est ainsi de constater que tous deux considèrent que l'arrivée au pouvoir de Macron est due, sinon à un choix des Français « par défaut », du moins par « chance ». Pour les deux directeurs, cette élection est davantage le fruit d'une succession d'événements conjoncturels que tirant ses racines de causes structurelles, d'une aspiration réelle et de longue date au « macronisme » (I). Tant sur le plan politique, gouvernemental que social, La République En Marche, LREM, connaît actuellement des difficultés (II). Si les deux politologues s'accordent sur ce point, leurs avis diffèrent sur l'issue de ces événements. Luc Rouban, critique vis à vis du gouvernement, penche plutôt pour une fin rapide de ce mouvement, « chimère politique », tandis que Gilles Finchelstein, lui, est plus nuancé (III).

Tout d'abord Rouban explique au début de son interview que le mouvement En Marche s'avère être une idée fautive. Il n'y aurait en effet pas de « grande convergence des électeurs vers un centre libéral, high-tech et mondialisé ». Le directeur de recherches entend par là que le parti d'Emmanuel Macron ne repose sur rien de tangible, les arguments avancés par les adhérents n'étant pas vérifiés. De nombreuses contestations ont de ce fait vu le jour en France contre les réformes libérales entreprises par le gouvernement. Le score élevé du Rassemblement National atteste également d'un nombre conséquent de Français soutenant un retour du protectionnisme. Les nombreuses grèves, les critiques et le score serré de la présidentielle prouveraient bien que, dès sa création, LREM n'a pas fait l'unanimité. C'est sur ces différents points que Rouban s'appuie afin d'avancer que l'analyse sur laquelle est basée le parti est fautive et non vérifiée. Son programme ne saurait de ce fait être représentatif de la volonté des Français.

Par ailleurs, le parti serait de par sa naissance source de discordes. En effet, au-delà des idées soutenues, sa construction ainsi que son organisation seraient vectrices de désaccords au sein du mouvement. Réunir des personnes de gauche et de droite n'est pas possible pour l'interviewé, du moins sur certains points faisant polémique. Le politologue cite ici l'immigration. Il est de notoriété publique qu'un grand désaccord existe sur cette question entre la droite et la gauche. Désaccord impossible à résoudre selon Luc Rouban. D'autres exemples peuvent également être donnés comme les réformes des entreprises ou celle de la fonction publique. De ce fait, le macronisme serait « piégé par cette dynamique ». Les questions nationales ne pourront donc que créer des désaccords au sein du parti tout en faisant réapparaître de fait le clivage, fissurant le mouvement. Pour remédier à ce problème, Rouban pense que ce parti « ne peut s'affirmer qu'en proposant un pouvoir pragmatique ». LREM doit donc, selon lui, ne pas s'emmêler dans des controverses et proposer des actes concrets. Se placer au dessus des partis sans rendre de compte à quiconque est également une condition *sine qua non* de l'unité du mouvement selon le politologue. C'est ce que défend par ailleurs la République En Marche, avec un exécutif souhaitant réformer la France. Cependant deux idées différentes apparaissent alors. D'une part celle du président actuel, qui prône un exécutif fort pouvant mettre en place de grandes réformes. De l'autre, le point de vue de Luc Rouban. Selon ce dernier, ce n'est pas un pouvoir vertical dont la France a besoin mais un pouvoir horizontal. Un pouvoir ouvert, sans a priori, où s'établirait une collaboration entre différents acteurs comme « un chef d'entreprise avec ses collaborateurs ». C'est cette idée qui est défendue par le directeur de recherche. En effet, ce dernier continue en avançant que si un tel pouvoir n'est pas rétabli, LREM n'est qu'une « chimère » dont « l'espérance de vie risque d'être courte ».

Luc Rouban explique donc l'élection d'Emmanuel Macron non pas par un vote du cœur mais par une conjoncture favorable à ce dernier, un vote de raison. Selon lui, trois facteurs essentiels étaient réunis pour permettre l'élection du jeune politicien. Tout d'abord, le président sortant ne se représentait pas. Alors qu'une part importante des voix se reporte d'habitude sur cette personne, ces voix ont désormais pu se tourner vers d'autres candidats, pas forcément du même parti, et notamment vers celui du futur président, étant présenté comme partageant des idées tant de gauche que de droite. Un autre aspect important lors d'une élection est naturellement le crédit des différents candidats. Luc Rouban explique que ces derniers se trouvaient trop « décalés » par rapport aux attentes de leurs partis. Benoit Hamon par exemple, à qui on a pu reprocher d'être trop à gauche. D'autres candidats ont été discrédités. Ainsi de François Fillon, avec ce qui a été nommé comme étant le « Pénélopegate ». Soupçonné de corruption alors qu'il

portait un programme de lutte contre la fraude, il a vu une grande partie de ses électeurs se détourner de lui. Un dernier point important a aussi été la peur du Rassemblement National. Le spectre d'un second tour Fillon-Le Pen d'abord puis la réalité Macron-Le Pen, a poussé les Français à voter massivement pour Macron. Rouban va d'ailleurs plus loin sur ce sujet que Finchelstein. En effet ce dernier se contente de parler de « chance » mais également d'un début « sans faute ». Certes Emmanuel Macron a bénéficié de reports de voix que l'on pourrait qualifier de forcés, mais il a également su faire une campagne réussie aux yeux de ce dernier. Finchelstein ne voit donc pas comme Rouban uniquement les causes conjoncturelles, selon lui il n'y aurait pas une explication mais deux, venant à la fois d'un facteur extérieur au président mais également d'un facteur qui lui est dû, notamment ses talents d'orateur.

Très dubitatif sur les valeurs défendues par La République En Marche, Luc Rouban ne voit en la naissance de ce mouvement qu'une addition de phénomènes imprévus ne permettant pas de prouver une quelconque victoire à la présidentielle. Au contraire Gilles Finchelstein considère des aspects davantage, sinon positifs, du moins encourageants pour le parti, bien que ce dernier fasse face à des crises importantes.

Démissions de Nicolas Hulot puis de Gérard Collomb, cette dernière se trouvant refusée puis réaffirmée, affaire Benalla... Tant d'événements qui ont marqué la vie politique durant ces derniers mois. A ceci s'ajoute une certaine déception des « marcheurs ». Cela atteste d'après Rouban de la faiblesse du gouvernement. Les démissions d'abord tendent à montrer la déception « voire l'amertume » de certains collaborateurs d'Emmanuel Macron. Le politologue rappelle qu'en effet l'ex-ministre de l'intérieur avait les larmes aux yeux lorsque le nouveau président a pris ses fonctions à l'Élysée. De ce fait Luc Rouban estime qu'il a fallu de profonds désaccords internes pour pousser ce même Gérard Collomb à quitter le gouvernement. D'autant plus que le protocole de la Vème République n'a pas été respecté. Bien qu'ayant vu sa démission rejetée, le ministre a tout de même décidé de quitter le gouvernement, de prendre de la distance une fois pour toutes selon le politologue. La démission de Nicolas Hulot donne le même sentiment continue-t-il. Des liens très forts unissaient le président et le ministre de l'écologie. Ce qui n'a pas empêché ce dernier de partir. Au-delà du signe de désaccords internes profonds, c'est aussi le symbole d'un effritement de la base du président. Ses soutiens les plus fidèles le quittent peu à peu, l'entraînant dans la tourmente. Macron est de fait durement touché par ces départs. C'est également l'avis de Gilles Finchelstein. Collomb était « le dernier ministre d'État nommé après la présidentielle à demeurer encore en fonctions ». De plus aucun choix évident ne semblait s'imposer pour le remplacer. Une perte que l'on pourrait qualifier de plus importante donc que celle de Nicolas Hulot, un successeur lui ayant été rapidement trouvé. Le gouvernement paraît ici comme « désuni » et même « délité ». Par ailleurs, ce n'est pas seulement d'une déception interne au gouvernement qu'il s'agit, mais d'une désillusion qui peut être étendue à de nombreux Français. Ici, Finchelstein rejoint son collègue en parlant d'une méthode du gouvernement « trop autoritaire ». Selon lui, le président n'écoute pas suffisamment les revendications des Français, faisant voter des lois quel que soit le ressenti national. Donnant ainsi l'impression de lancer les directives et de pouvoir tout orchestrer, le pouvoir s'est retrouvé brusquement face à une opposition parlementaire, notamment dans le cadre de l'affaire Benalla. Les Français ont alors « déchanté ». Le pouvoir, à l'aspect si fort, ne faisait finalement que subir les événements. Tant de facteurs qui ont entraîné une dégradation de la situation. Luc Rouban revient par ailleurs sur cette affaire Benalla. D'après lui, c'est un moment-clé du quinquennat, annonçant la fin de

l'hégémonie macronienne. De plus il fait le parallèle avec l'affaire Fillon. Avec les avantages donnés au garde du corps, le gouvernement qui se voulait moderne et irréprochable a montré selon le politologue qu'il était finalement aussi peu déontologique que les précédents. Cela vient ainsi briser la politique et les idéaux prônés par Macron. Il cite également d'autres cas, qui jusqu'alors n'avaient pas fait grand bruit : emplois présumés fictifs d'assistants au Parlement européen qui ont écarté les ministres du MoDem, conflits d'intérêt...

Mais le mécontentement des Français ne vient pas seulement de remaniements ministériels. Il vient également des résultats de la politique menée selon Luc Rouban. En effet, ce dernier explique que la situation s'est dégradée sur le plan de la sécurité, ce qui a par ailleurs poussé Gérard Collomb à démissionner. Il est en effet devenu, sinon courant, du moins régulier de prendre connaissance d'affrontements entre jeunes et policiers, de destructions (voitures brûlées...) suite à une polémique liée aux forces de l'Ordre. La raison de ces événements pour le politologue provient du fait que le gouvernement, bien qu'annonçant de grands plans de réformes, ne fait que « des réformes *a minima* ». Le gouvernement est prudent et ne veut en aucun cas brusquer les classes aisées et entreprend des réformes conservatrices. Le directeur de la Fondation Jean-Jaurès propose une nouvelle fois une vision plus nuancée. Le gouvernement a enchaîné des « erreurs de débutant », il peut donc se reprendre. Par ailleurs il ne faut pas uniquement considérer les actions de ce dernier mais aussi le contexte présent. La croissance économique est décevante, ce qui est plus ou moins imputable au président, et le chômage stagne. Les Français attendaient un changement rapide et profond, ce qui explique pourquoi ils sont déçus.

Si le gouvernement traverse ce que l'on pourrait qualifier comme étant une passe difficile, les facteurs extérieurs ne sauraient être omis. Ces derniers, mis en avant par Finchelstein, semblent montrer que rien ne semble encore joué pour le gouvernement. Au contraire, son homologue se penche davantage sur les dysfonctionnements internes. Ces derniers tendent à montrer un réel mécontentement au sein de la population. Toutefois, si difficultés il y a, ces dernières ne vont-elles pas au bout d'un certain temps passer ?

Luc Rouban réfléchit tout au long de son interview au devenir de LREM. Au vu des idéaux portés par ce parti ainsi que du ressenti d'une partie des Français, ce parti ne saurait continuer à prospérer dans les années à venir. Un de ses arguments porte sur les réformes. Considérées par ce dernier comme insuffisantes ou ratées, elles sont le symbole d'un macronisme déclinant. Il prend de ce fait l'exemple de la réforme de l'École Nationale d'Administration. Le président entendait supprimer le classement de sortie, celui-ci figeant les carrières des lauréats. Il n'en a rien été. De fait, selon le politologue, Emmanuel Macron n'est pas suffisamment fort pour affronter les grandes institutions. Ne pouvant pas faire passer de réformes, sa fin semble inéluctable. Finchelstein pense lui aussi que des réformes de grande ampleur sont nécessaires. Si selon lui le macronisme existe, ce mouvement pourrait bien s'arrêter si des changements ne sont pas effectués. Dans sa tribune il est cependant davantage question de réformes de la manière de gouverner que de projets de loi. En effet, d'après ce dernier, Macron a la capacité de mener des réformes et le fait. Toutefois, et les deux politologues se rejoignent en ce point, un pouvoir horizontal serait mieux perçu qu'un pouvoir vertical. Le président se doit d'écouter davantage les collectivités locales, de consulter les partenaires sociaux et les Français, argumente le directeur de la Fondation Jean-Jaurès.

De plus, un remaniement ne suffira pas à redonner confiance aux électeurs. Si le remaniement est un « problème » ce n'est pas une « solution » explique Finchelstein. Il ne peut être utile dans ce sens que s'il est perçu comme étape d'une réinvention « plus globale ». Macron doit continuer à réformer, assure la tribune, sans rien céder. Seulement, le président devrait prendre davantage en considération l'aspect social, être à la fois libéral et social. Ce n'est pas tout de réformer la France, il faut aussi réformer la manière de gouverner, de communiquer avec les Français. Pour le directeur de la Fondation Jean-Jaurès, si cette approche directe et impérative était au départ bien perçue par la population, ce n'est plus le cas. Pour définir son idée, il rajoute qu'il faut être à la fois « déterminé et empathique ».

Gilles Finchelstein pour sa part s'interroge sur la capacité d'Emmanuel Macron à réformer sa politique. Un homme politique a de fait plus tendance à patienter, à temporiser pour attendre des moments plus cléments. Souvent, et c'est le cas actuellement, les partis d'opposition éprouvent également des difficultés ce qui porte le président en place à relativiser. Le politologue doute donc de l'aptitude de Macron à se démarquer de ses prédécesseurs, d'aller de l'avant, de réagir. En effet, ce dernier ne partagerait pas « la gravité de la situation ». Finchelstein prévoit donc que le président ne remaniera au long de son mandat qu'*a minima* pour tenir *a maxima*. D'autant plus que modifier sa politique reviendrait en quelque sorte à reconnaître une erreur, aller au-delà des blessures et des colères. Chose peu probable pour Finchelstein. Par allusion à la Première Guerre mondiale, il compare les deux possibilités qui s'offrent au président aux deux temps de ce conflit. Emmanuel Macron peut en effet choisir une tactique de guerre de positions. Tout en restant sur sa ligne politique, il peut changer quelques postes, quelques points afin de donner l'impression d'un profond remaniement. Ou bien il choisit une guerre de mouvement, invente un « Macron 2.0 ». Naturellement le politologue penche pour cette dernière solution, seule viable selon lui pour un redressement du gouvernement. S'il y voit une solution, son homologue lui n'en voit aucune. Luc Rouban argumente que les soutiens encore présents autour de LREM viennent de la peur du populisme. Macron n'a-t-il pas prononcé « C'est moi ou les populistes » lors d'un de ses discours ? Cet argument ne peut tenir longtemps pour le directeur de recherches. Il faut en premier lieu séparer le populisme d'extrême-gauche de celui d'extrême-droite. Ensuite, proclamer ceci n'a pas de pouvoir de persuasion d'après le politologue. En effet, nombre de Français réclament une plus grande protection contre l'insécurité, la pauvreté et la perte de l'univers culturel. Des valeurs défendues par les populismes, qu'une part de la population va de ce fait soutenir. De plus cette barrière contre le populisme peut également être incarnée par un tout autre parti. Luc Rouban défend à la fin de son interview, qu'en effet Les Républicains pourraient représenter ce rempart, tout en prenant la place de La République En Marche.

Ainsi ce n'est pas seulement la politique d'Emmanuel Macron qui est discutée dans ces articles mais l'existence même du macronisme ainsi que son devenir. S'il est vrai qu'un engouement a existé autour du parti de l'actuel président de la République, ce soutien est actuellement plus que discuté, même remis en cause. Cependant, ce n'est pas la première fois durant la Vème République que l'avenir d'un parti est débattu. Le système constitutionnel n'était-il pas également promis à l'échec suite au départ du pouvoir de De Gaulle en 1969 puis de Pompidou en 1974 et enfin de Giscard d'Estaing en 1981 ?

Flavien TESSON (TS4), 23 octobre 2018